

JOURNAL

DE

FRANCFORT

AVEC PRIVILÈGE DE SA MAJESTÉ IMPÉRIALE.

DU MARDI, 21 NOVEMBRE 1797.

De Londres, le 5 Novembre.

Le 2, à 3 heures de l'après midi, le Roi se rendit avec la pompe accoutumée à la chambre des Pairs pour y faire l'ouverture du Parlement. S. M. s'étant placée sur son trône, prononça le discours suivant:

Messieurs & Messieurs,

J'éprouve la plus vive affliction de ce que tous les efforts que je n'ai cessé de faire depuis la dernière session, pour procurer à mes sujets les bénédictions de la paix à des conditions sûres et honorables, ont été malheureusement sans succès. La déclaration que j'ai fait publier et les autres papiers que j'ai ordonné qu'on vous mit sous les yeux, vous prouvent suffisamment, ainsi qu'à l'univers comme j'en suis convaincu, qu'il n'a été omis de ma part aucune démarche convenable pour accélérer la conclusion de la paix, et que les longs délais et la rupture finale des négociations ne peuvent être attribués qu'à la conduite évasive, aux prétentions inadmissibles et à l'ambition immodérée de ceux que nous avons à combattre, et surtout à leur haine enracinée contre ce royaume. Je me repose entièrement, sous la protection de la Providence, sur l'énergie et la sagesse de vos délibérations, et sur le zèle, la noble façon de penser et le courage d'un grand peuple libre, convaincu qu'il combat pour les intérêts les plus chers, et qui est résolu de se montrer digne des biens pour la conservation desquels il a les armes à la main. Comme nous sommes forcés par la nécessité la plus indispensable de persévérer dans la défense de tout ce que nous avons de plus cher jusqu'à ce que l'ennemi montre des intentions plus justes et plus pacifiques, c'est une consolation pour nous de savoir que nous possédons des moyens et

des ressources proportionnés aux objets dont il s'agit. Pendant la durée des hostilités, et avec le fardeau inévitable de charges multipliées, nos revenus ont toujours été très productifs; l'industrie nationale s'est étendue, et notre commerce a pris de l'accroissement au-delà de ses anciennes bornes. L'esprit public de mon peuple s'est montré dans le jour le plus éclatant. Mes troupes de toutes armes ont acquis de nouveaux droits à l'estime et à l'admiration de la patrie, et les conquêtes répétées de ma marine sur tous nos ennemis ont été couronnées récemment par la victoire brillante et décisive que la providence a accordée aux efforts de ma flotte sous les ordres de l'amiral Duncan. Aucun événement ne pouvoit avoir des suites plus importantes et plus salutaires, ni être un plus éclatant complément des nombreux exploits qui, durant le cours de cette guerre, ont porté la gloire de notre marine à un degré auquel elle n'avoit pas encore atteint.

Messieurs de la Chambre des Communes!

J'ai donné ordre que l'on vous mit sous les yeux les états pour l'année prochaine. L'état actuel de la guerre, joint aux heureuses suites de notre dernière victoire, permettront, comme je l'espère, quelques diminutions dans les dépenses, qui pourront subsister avec les efforts énergiques que notre position rend indispensables. En examinant quels sont les meilleurs moyens pour faire face aux fortes dépenses qui sont encore nécessaires, vous considérerez, comme j'en suis convaincu, que la crise actuelle offre tous les motifs qui peuvent vous porter aux efforts les plus vigoureux & les plus efficaces. Le véritable prix de quelques sacrifices momentanés ou temporaires que vous pourrez juger nécessaires à cet effet, ne peut s'apprécier qu'en considérant combien il importe de maintenir avec vigueur notre crédit public, & de convaincre l'ennemi qu'un continuant de désirer ardemment de conclure la paix à des conditions sûres & honorables, nous possédons les moyens & nous sommes dans la ferme résolution de continuer avec

énergie cette lutte difficile, autant de tems qu'il sera nécessaire pour le maintien de la sûreté de l'honneur & de l'indépendance de ce royaume. »

Mylords & Messieurs!

„D'après l'expérience que j'ai de votre fidélité patriotique, & de votre dévouement pour moi, ainsi que de votre vigilante attention pour l'intérêt de mes sujets, je n'ai besoin que de vous engager à persévérer dans les mêmes principes & la même conduite. Ce qui se passe chaque jour doit fortifier de plus en plus en vous le juste sentiment des avantages que nous retirons de nos institutions civiles & religieuses, & qui nous ont distingués pendant si longtems parmi les autres nations de l'Europe. Ces avantages ne peuvent être maintenus, qu'en assurant & en facilitant le respect & l'obéissance dues aux loix, en réprimant avec la plus grande promptitude toute tentative tendante à troubler la tranquillité intérieure, et en conservant intacte & dans toute sa vigueur cette heureuse constitution que nous avons héritée de nos ancêtres & sur laquelle repose la sûreté & le bien-être de toutes les classes de mes sujets.“

Après ce discours de S. M. les deux Chambres s'étant séparées, des adresses de remerciemens furent proposées, dans celle des Pairs, par le comte de Glasgow, et dans celle des Communes, par M. Boote. Ces adresses ont été adoptées sans presque aucun débat.

Le messager d'Etat Willing est arrivé ici le 2, de Vienne avec des dépêches de Sir Morton Eden, notre ambassadeur près la cour impériale. Ce ministre y annonce la conclusion de la paix entre l'Autriche et la France.

M. Fox est arrivé ici pour faire, en sa qualité de conseiller-privé, des représentations à S. M. sur la situation actuelle des affaires. Il doit avoir à cet effet une audience particulière.

En Irlande, l'on continue les interrogatoires des coupables de haute trahison. Un individu, qui a voulu assassiner le comte de Garrawson, a été condamné à mort.

De Venise, le 10 Novembre.

Mier, nos Gazettes ont publié le traité de paix entre l'Empereur et la République française. Les habitans ont témoigné la plus grande joie de voir leurs espérances pleinement confirmées, et ils attendent avec impatience l'époque de l'exécution de l'article qui les concerne, et l'arrivée des troupes impériales. La municipalité est maintenant regardée avec le plus grand mépris, quoique ses membres les plus forcés se soient tous éclipsés. Nous apprenons que ceux de ces derniers qui s'étoient mis en route pour Paris, reçurent ordre de Buonaparte de s'arrêter à Milan; et qu'ayant malgré cette injonction, continué leur route, le général envoya à leur poursuite et les fit ramener à Milan, où

ils ont été mis en arrestation. L'on assure qu'ils vont être tenus de rendre compte de leur administration, ce qui leur sera d'autant plus difficile que, d'après le bruit général, ils ont fait passer des sommes considérables à l'étranger. L'on n'a aucune nouvelle des municipaux Widiman et Armano, depuis leur départ; quelques personnes disent qu'ils ont été assassinés. Un grand nombre de nos révolutionnaires subalternes ont pris aussi le parti de s'éloigner; plusieurs ont été arrêtés par les français et conduits hors de la ville ou en prison. La société d'instruction patriotique est dissoute, la municipalité tient encore ses séances, mais le mécontentement du peuple les lui fera bientôt terminer. Le général Serrurier, qui commande toujours ici, a publié, il y a trois jours, une proclamation qui enjoint à tous les étrangers de quitter Venise dans les 24 heures. — Malgré l'effervescence que doit causer le changement qui est à la veille de s'effectuer, la plus grande tranquillité règne ici. L'on craint qu'il n'en soit pas de même à Padoue, où le démocratisme paroît avoir pris de fortes racines. L'abbé Creato et le citoyen Savanavola, députés au congrès qui devoit avoir lieu dans cette ville, emploient tous les moyens pour enflammer le peuple et porter à des excès.

Suite de Paris, du 13 Novembre.

Quelques journaux prétendent que le Directoire exécutif a fait informer indirectement la cour de Londres que la paix seroit bientôt conclue, si elle vouloit consentir au rétablissement, de part et d'autre, du *status ante bellum*; il l'a prévenu en même tems qu'il ne se départira jamais de cette résolution.

Cette démarche, si elle a eu lieu, ne produira vraisemblablement aucun effet, puisque c'est la même proposition du rétablissement du *status quo*, qui a causé la rupture des négociations. Quoiqu'il en soit, le *Red-Cloud* continue de sonner le tocsin contre le gouvernement anglais; il a publié hier un article sur les négociations de Lille dans lequel il trace la ligne dominatrice que l'Angleterre décrit sur le monde au détriment des peuples qui Phabirent. Le journaliste semi-officiel fait parcourir au lecteur les différentes parties du globe: où les anglais ont fondé leur commerce et leur puissance. Voici quelques passages de ce tableau: „Trois parties du globe, les fragmens baignés par les eaux, des continens nouvellement aperçus au pôle austral, ne sauroient point encore l'avare ambition de l'Angleterre. Elle n'a point oublié les propositions faites en 1773, par des opprimés de l'Amérique espagnole

du Sud, de lui livrer Carthagène et l'argenterie des églises, pour y protéger une république formée des débris des possessions espagnoles et portugaises..... Elle coupe les bois précieux de Campêche, et nourrit avec soin le mécontentement des Indiens de cette côte. D'accord avec les planteurs de la Guadeloupe et de la Martinique, elle a conquis ces isles, a obtenu, par trahison, la possession presque entière de Saint-Domingue: elle a fortifié le Gibraltar du nouveau monde, le Môle, du sommet duquel elle se propose de ranger sous ses lois les Espagnols d'Amérique et les deux Guyannes; elle compte défendre à la Suède et au Danemarck l'entrée du golfe mexicain; elle menace Cuba et Porto-Rico; elle guette les trésors ailés que Cadix reçoit tous les ans; elle dit déjà: *Ce superbe golfe m'appartient exclusivement.....* Elle perdit, par orgueil et par avarice, ses colonies septentrionales; son or et ses intrigues viennent de les lui rendre. La majorité du sénat des Etats-Unis, ses commerçans, ses planteurs sont ses débiteurs ou les tributaires: un traité nouveau avec elle ne laisse aux Anglo-Américains que le fardeau de l'administration, et donne à la politique angloise le bénéfice net des produits de cette vaste contrée. Elle a eu l'adresse de briser tous les liens qui affiroient son indépendance et sa gloire; elle vise à faire un trône, à l'un des fils de George III, de la chaire présidentielle; et elle sera secondée dans l'exécution de ce plan, par tous les riches ayant horreur du pauvre, et honte de la vertu. C'est surtout du Canada qu'elle espère se ruer sur les zones plus tempérées de l'Amérique. Aussi favorise-t-elle la population, par tous les moyens possibles, au dedans de la ligne qu'elle s'est tracée de l'est à l'ouest du continent; elle fait par l'histoire que les invasions ne se firent jamais du midi au nord, et que les peuples méridionaux sont toujours la proie des conquérans septentrionaux, lorsque le sentiment de la liberté ou l'aiguillon du fanatisme n'agitent pas la torpeur nationale produite par le climat. La population angloise une fois grossie de manière à faire un trop plein dans le Canada, se débordera sur les Etats Unis, et dans l'Amérique espagnole, pour communiquer avec le golfe mexicain et la mer de Panama. Ce n'est point un délire d'imagination que cet aperçu: la politique de l'Angleterre a l'œil sur le passé, s'empare du présent, et spéculé sur l'avenir; elle n'est arrêtée par aucune morale; elle veut l'éternité de sa nation pour commander, l'éternité de tous les peuples pour les affermir; et la route qu'elle prend pour réussir, elle la mesure à vol d'oiseau.

Retourne-t-elle en Europe, elle soumet à ses manufactures la Suède, la Prusse et le Danemarck; on peut dire que la Russie est sous sa main une balle de marchandises à la marque, qu'elle expédie à ses facteurs de Londres. Elle épaisit le génie Batave dès qu'il veut reprendre sa première activité; elle bloque nos ports et force la première puissance du monde à caboter dans l'obscurité; elle fait de la patrie des Albuquerque et des Pombals une province britannique, une vigne en exploitation; elle cerne le détroit de Gades, bombarde Cadix, et se rit, du haut de son inaccessible Gibraltar, de la foiblesse de l'Espagne, du nombre de ses vaisseaux, et du sommeil de son cabinet..... Tel est l'affreux, mais imparfait tableau de ce sphinx britannique dont l'œdipe françois doit révéler le mystère. Carthage fut bien effrayante pour Rome, que Londres ne l'est pour Paris; et Carthage fut détruite!.,

Le Rédacteur, dans un autre article s'égayé sur un sujet qui par lui-même ne semble guères prêter à la plaisanterie: „Les journaux, dit-il, ont fait mention de la déconvenue de certains individus qui, dans l'attente du retour de M. XVIII, de Blanckembourg, et pour s'en faire un mérite auprès de lui, avoient pris soin de se faire constituer émigrés; mais qui, n'ayant vu arriver au lieu de Sa Majesté XVIII, que le citoyen 18 Fructidor, s'étoient vus obligés d'émigrer pour tout de bon. Voici d'autres dupes à-peu-près du même genre. Des créanciers d'émigrés, craignant de les fâcher beaucoup, s'ils avoient l'air d'avoir cru que leurs biens fussent réellement devenus nationaux, et sentant qu'ils en seroient soupçonnés s'ils répétoient le paiement de leurs créances de la part de la République, se sont adressés aux bureaux chargés de ces liquidations, pour retirer leurs titres; ils leur ont été rendus, moyennant déclaration qu'ils reconnoissoient n'avoir rien à réclamer de la part de la République. Mais, hélas! les émigrés ne rentrent pas, et voilà nos créanciers sans débiteurs! Il y a pour plus de 2,500,000 francs de sommes ainsi abandonnées..... Voyez ce que c'est de ne pas croire à la République.,

Conseil des 500. — Séance du 11.

Pères de la Haute-Garonne fait une motion d'ordre relative à l'état actuel des hôpitaux civils et les peint dans un état de déperissement absolu, ajoutant encore par leur détresse aux maux de l'humanité souffrante. Il faut enfin, dit-il, que l'œil du législateur se dirige sur ces asyles consacrés à la douleur, et au secours de l'humanité. Je demande qu'il soit adressé un

message au Directoire exécutif, pour lui demander s'il a des moyens suffisans pour assurer l'existence, l'entretien et l'utilité des hôpitaux, et quelles mesures seroient à prendre, si ces moyens n'étoient pas dans ses mains. L'envoi d'un message est ordonné.

Villers présente les vues de la commission des finances sur les moyens à prendre pour faire produire la somme de dix millions sur l'impôt du tabac. Il propose les mesures suivantes :

Le droit d'importation des tabacs étrangers est porté à 60 liv. le quintal, les tabacs importés sur vaisseaux françois ne payeront que 50 liv. Il sera établi une manufacture nationale de tabac. Les tabacs de fabriques étrangères sont prohibés. Le Directoire est autorisé à faire rentrer aux mains de la nation les manufactures qui lui ont appartenu. Il pourra traiter avec les propriétaires des manufactures particulières pour mettre la manufacture nationale en possession de ces établissemens. — L'impression a été ordonnée.

Villers annonce ensuite que très incessamment la commission fera un rapport sur les petits rentiers de l'état, dont les inscriptions sont de 200 liv. et au dessous.

De Strasbourg, le 17 Novembre.

L'on assure que le général Buonaparte est passé hier incognito par cette ville pour se rendre à Rastadt. Le même jour, les plénipotentiaires Treillard et Bonniers sont arrivés ici avec deux secrétaires. (Hoffmann de Mayence n'étoit point avec eux). Dans la soirée, ils reçurent la visite de toute la généralité de la place. L'on croit qu'ils se remettront en route demain sur Rastadt.

Suivant les lettres de Bâle, les habitans de la vallée de Milox, voisine de la Valtelline, viennent d'envoyer des députés à Milan pour demander leur réunion à la République Cisalpine. — Tous les officiers du canton de Zurich, et devant au service de France, ont déposé volontairement leurs ordres. Le général Salis lui-même a fait enlever le crachat qui décoroit ses habits.

De Rastadt, le 17 Novembre.

Le général françois Murat arriva ici hier pour faire préparer les quartiers du général Buonaparte.

M. de Bleul, secrétaire du cabinet impérial, est arrivé aujourd'hui ici; il est chargé d'une instruction particulière de la cour.

Parmi les envoyés particuliers des princes, qui seront ici en grand nombre, il y en a déjà plusieurs d'arrivés, entr'autres, ceux de l'évêque de Spire et du duc de Mecklenbourg-Schwerin.

De Rastadt, le 18 Novembre.

Les députés des villes de Francfort et Augs-

bourg sont arrivés aujourd'hui ici, ainsi que les plénipotentiaires françois, Treillard et Bonniers. Il ne manque plus de la députation, que les ministres de S. M. l'Empereur, Mrs. les comtes de Metternich et de Schibach, et M. le comte de Preyding pour la Bavière. Ils sont attendus demain ou après-demain; le général Buonaparte arrivera le 20. Ce dernier n'habitera point, comme on l'avoit dit, la *Favorine*; il logera dans une des ailes du château; son épouse l'accompagnera; sa suite sera, à ce qu'on assure, très nombreuse. Les deux autres ailes seront occupées, comme nous l'avons annoncé, par les ministres Impériaux et le ministre diocésain de Mayence, M. le baron d'Albini.

De Cologne, le 16 Novembre.

Il continue de passer des troupes de l'armée d'Allemagne, qui se rendent à l'armée d'Angleterre.

Il y a maintenant ici en garnison trois bataillons de la division du général Goullu, qui étoit dans les environs d'Ehrenbreitstein. Ces bataillons feront partie de la nouvelle division qui vient d'être formée et qui est sous les ordres du général Olivier.

Il est parti d'ici avant-hier deux membres de notre municipalité, qui se rendent à Strasbourg près du général Augereau. Ils seront joints en chemin par deux députés de la ville de Bonn, et deux de Coblenz. Cette mission est, à ce que l'on croit, relative à la nouvelle contribution de 8 millions.

L'arrêté du Directoire qui introduit un nouvel ordre de choses dans les pays conquis, a vivement alarmé les habitans de cette ville, à qui les révolutionnaires veulent faire croire que cette mesure équivaut à une réunion. Mais les gens sensés et qui voyent un peu loin en politique, n'ont pas de peine à deviner le motif occulte d'une pareille disposition, dans un moment où les intérêts de l'Empire et les prétentions de la France vont être discutés et balancés. En attendant, les agens françois paroissent s'en tenir aux apparences et à la lettre des dispositions dont l'exécution leur est confiée. Le citoyen Etienne, commissaire substitué à Aix-la-Chapelle, vient de faire mettre les scellés sur les presses du rédacteur de l'*Ami de la vérité*, parceque celui-ci a rapporté, d'après les journaux de Paris, que l'Electorat de Cologne seroit rendu à l'Archiduc Maximilien, & la ville de Cologne à l'Empire. Autre grief; le même rédacteur, en rapportant par extrait le décret de commission impériale relatif au congrès, s'est servi du mot *invisibilité* (*Unheilbarkeit*) au lieu de celui d'*intéprité*. Le commissaire regarde cet emploi comme une fraude tendante à égarer l'opinion publique, aux dépens des intérêts & des intentions du gouvernement françois.